

Gelet op de dringende noodzaak om de beraadslaging van de eerste zitting 1995 te houden, daar, ondanks verschillende oproepingen van de examencommissieleden, het kworum nog niet kon worden bereikt;

Op de voordracht van de Minister van Hoger Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek en gelet op de beraadslaging van de Regering d.d. 25 september 1995,

Besluit :

**Artikel 1.** Lid 2 van artikel 7 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 13 mei 1991 tot instelling van een examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het toekennen van de graden van vroedvrouw, gegradueerd verpleger, gegradueerde verpleegster, gegradueerde in de kinesitherapie, gegradueerde in de arbeidstherapie en gegradueerde in de logopedie wordt met de volgende bepaling aangevuld :

« Voor de zittingen 1995 beraadslaagt de examencommissie geldig wanneer ten minste dertig van haar leden aanwezig zijn ».

A. t. 2. Dit besluit heeft uitwerking op 1 juli 1995.

Brussel, 25 september 1995.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Hoger Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,

J.-P. GRAFE

## BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

### COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 96 — 693

[C — 31033]

**18 DECEMBRE 1995.** — Décret portant assentiment à l'Accord de coopération relatif à la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises et à la tutelle de l'Institut de Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises conclu le 20 février 1995, par la Commission communautaire française, la Communauté française et la Région wallonne (1)

L'Assemblée de la Commission communautaire française a adopté et Nous, Collège, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret règle une matière visée aux articles 115, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 116, § 1<sup>er</sup>, 121, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 127, 128, 129, 131, 132, 135, 137, 141 et 175 de la Constitution, en vertu des articles 138 et 178 de la Constitution.

**Art. 2.** L'Accord de coopération, annexé au présent décret, relatif à la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises et à la tutelle de l'Institut de Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, conclu le 20 février 1995 par la Commission communautaire française, la Communauté française et la Région wallonne, est approuvé.

**Art. 3.** Le présent décret entre en vigueur le 31 décembre 1995.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 18 décembre 1995.

H. HASQUIN,

Ministre, Président du Collège de la Commission communautaire française,  
chargé du Budget, des Relations avec la Communauté française  
et la Région wallonne, ainsi que des Relations internationales

Ch. PICQUE,

Ministre, Membre du Collège, chargé de l'Aide aux personnes

D. GOSUIN,

Ministre, Membre du Collège, chargé de la Culture, du Sport et du Tourisme

E. ANDRE

Ministre, Membre du Collège, chargé de la Formation professionnelle  
et permanente des Classes moyennes

E. TOMAS

Ministre, Membre du Collège, chargé de la Santé, de la Reconversion  
et du Recyclage professionnels, de l'Enseignement, de la Promotion sociale,  
du Transport scolaire et de la Fonction publique

#### Annexe

**Accord de coopération du 20 février 1995 relatif à la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises et à la tutelle de l'Institut de formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises par la Commission communautaire française, la Communauté française et la Région wallonne**

Vu les articles 59bis et 59quinquies de la Constitution;

Vu l'article 4, 16°, de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 modifiée par la loi du 8 août 1988;

(1) Session 1995-1996.

Vu le décret de la Communauté française du 19 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment ses articles 3 et 10;

Vu le décret II de la Commission communautaire française du 19 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu le décret III de la Commission communautaire française du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu le décret II de la Région wallonne du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

La Communauté française, représentée par son Gouvernement;

La Région wallonne, représentée par son Gouvernement;

La Commission communautaire française, représentée par son Collège,

Ont convenu ce qui suit :

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Contenu de la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises

##### Section I. — Généralités

Article 1er. La formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, ci-après dénommée "la formation permanente", s'applique aux professions indépendantes susceptibles d'être représentées au Conseil supérieur des Classes moyennes.

Elle comprend :

1<sup>o</sup> l'apprentissage, qui assure une formation générale, technique et pratique, préparatoire à la formation de chef d'entreprise;

2<sup>o</sup> la formation de chef d'entreprise, qui assure une formation préparatoire à l'exercice d'une fonction dirigeante dans une petite ou moyenne entreprise ou à l'exercice d'une profession indépendante;

3<sup>o</sup> la formation prolongée, qui permet à ceux qui ont achevé avec succès la formation de chef d'entreprise et aux titulaires de fonctions dirigeantes dans une petite ou moyenne entreprise et à leurs collaborateurs, ainsi qu'aux titulaires d'une profession indépendante, d'accroître leur qualification professionnelle, de s'adapter aux techniques nouvelles et à l'évolution économique et sociale;

4<sup>o</sup> la reconversion, qui permet aux titulaires de fonctions dirigeantes dans une petite ou moyenne entreprise, ainsi qu'aux titulaires d'une profession indépendante, d'acquérir en cas de nécessité les compétences nécessaires à l'exercice d'une autre activité professionnelle indépendante;

5<sup>o</sup> le perfectionnement pédagogique, qui vise à améliorer les connaissances pédagogiques de toute personne investie d'une mission de formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises.

##### Section II. — L'apprentissage

Art. 2. L'apprentissage comprend une formation pratique dans l'entreprise, ainsi que des cours de formation générale et professionnelle. Il fait l'objet d'un contrat d'apprentissage.

Art. 3. Le contrat d'apprentissage est un contrat par lequel un chef d'entreprise s'engage à donner ou à faire donner à un apprenti, une formation générale et technique, préparatoire à la formation de chef d'entreprise et par lequel un apprenti s'engage à s'initier aux matières théoriques et au savoir-faire utiles à l'exercice de la profession, sous la direction et la surveillance du chef d'entreprise de même qu'à suivre les cours nécessaires à sa formation. Le contrat est conclu par l'intermédiaire d'un secrétaire d'apprentissage.

Art. 4. L'apprentissage fait l'objet d'une évaluation continue et d'un examen. Les candidats qui ont satisfait à l'examen obtiennent un certificat délivré au nom du Gouvernement de la Communauté française par les Centres visés à l'article 16. Le Gouvernement de la Communauté française fixe les modalités selon lesquelles il homologue les certificats.

Le Gouvernement de la Communauté française peut, dans les cas qu'il détermine, prévoir la délivrance d'attestations par lesquelles la réussite partielle des épreuves est prouvée.

Art. 5. Le Gouvernement wallon et le Collège de la Commission communautaire française déterminent conjointement, après avis de l'Institut visé à l'article 15 :

1<sup>o</sup> parmi les professions indépendantes visées à l'article 1er, les professions qui peuvent faire l'objet d'un apprentissage, ainsi que la durée de l'apprentissage, laquelle ne peut excéder quatre années;

2<sup>o</sup> les conditions d'accès à l'apprentissage;

3<sup>o</sup> les modalités relatives au contrat d'apprentissage, en ce compris sa durée ainsi que les modalités particulières de l'engagement pris par le chef d'entreprise lorsqu'il exerce l'autorité parentale ou la tutelle à l'égard de l'apprenti, cet engagement dispensant de la conclusion d'un contrat d'apprentissage;

4<sup>o</sup> les modalités de recours ainsi que les conditions d'agrément et de retrait d'agrément des contrats;

5<sup>o</sup> les conditions auxquelles doivent répondre les entreprises pour pouvoir dispenser une formation pratique dans le cadre de l'apprentissage;

6<sup>o</sup> les conditions d'organisation des cours, de l'évaluation continue et des examens;

7<sup>o</sup> les conditions minimales auxquelles doivent répondre les programmes relatifs à l'apprentissage.

##### Section III. — La formation de chef d'entreprise

Art. 6. La formation de chef d'entreprise comprend une formation théorique et une formation pratique. La formation théorique comprend des cours de gestion et des cours de connaissances professionnelles.

Indépendamment de la pratique professionnelle à acquérir dans une entreprise par le biais d'une convention de stage, le Gouvernement wallon et le Collège de la Commission communautaire française peuvent prévoir, conjointement, d'autres modalités particulières de formation pratique par type de profession.

Art. 7. La formation de chef d'entreprise fait l'objet d'une évaluation continue et d'un examen. Les candidats qui ont satisfait à l'examen obtiennent un diplôme délivré par les Centres visés à l'article 16 au nom du Gouvernement de la Communauté française, selon les modalités qu'il détermine.

Les candidats qui ont réussi les épreuves portant sur les connaissances de gestion à la fin de la première année de la formation obtiennent un certificat délivré par les Centres visés à l'article 16 au nom du Gouvernement de la Communauté française, selon les modalités qu'il détermine.

Le Gouvernement de la Communauté française détermine les modalités selon lesquelles il homologue les diplômes.

Le Gouvernement de la Communauté française peut, dans les cas qu'il détermine, prévoir la délivrance d'attestations par lesquelles la réussite partielle des épreuves est prouvée.

Art. 8. Le Collège de la Commission communautaire française et le Gouvernement wallon déterminent conjointement, après avis de l'Institut visé à l'article 15 :

1° parmi les professions indépendantes visées à l'article 1er, les professions qui peuvent faire l'objet d'une formation de chef d'entreprise, ainsi que la durée de la formation, laquelle ne peut excéder trois années;

2° les conditions d'admission des candidats;

3° les conditions d'organisation des cours, de l'évaluation continue et des examens;

4° les dispositions relatives à l'organisation de stage en entreprise;

5° les conditions minimales auxquelles doivent répondre les programmes relatifs à la formation de chef d'entreprise.

#### Section IV. — La formation prolongée

Art. 9. La formation prolongée comprend le perfectionnement et le recyclage.

Art. 10. Le perfectionnement a pour objet une adaptation régulière aux situations nouvelles qui se posent dans une entreprise dans les domaines technique, économique, juridique, social et humain. Le perfectionnement se concrétise sous forme de conférences, de journées d'études, de séminaires, de colloques ou de congrès.

Art. 11. Le recyclage a pour objet la mise à jour approfondie des connaissances relatives aux nouvelles techniques professionnelles et de gestion.

Le recyclage se concrétise sous forme de cours.

Art. 12. Le Collège de la Commission communautaire française et le Gouvernement wallon règlent, chacun en ce qui le concerne, l'organisation de la formation prolongée. Ils peuvent, dans les cas qu'ils déterminent conjointement, prévoir la délivrance de certificats.

#### Section V. — La reconversion

Art. 13. Le Collège de la Commission communautaire française et le Gouvernement wallon règlent, chacun en ce qui le concerne, les activités de reconversion et fixent les conditions d'admission des candidats.

#### Section VI. — Le perfectionnement pédagogique

Art. 14. Le Collège de la Commission communautaire française et le Gouvernement de la Région wallonne règlent conjointement l'organisation du perfectionnement pédagogique. Le perfectionnement pédagogique se concrétise sous forme de conférences, de cycles de formation ou d'autres activités susceptibles d'améliorer la valeur pédagogique.

### CHAPITRE II. — Structures de la formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises

#### Section I. — Généralités

Art. 15. L'Institut de formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, dénommé ci-après "l'Institut", créé par le décret du 3 juillet 1991 relatif à la formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, est géré conjointement par le Collège de la Commission communautaire française et le Gouvernement wallon.

L'Institut est un organisme d'intérêt public doté de la personnalité juridique et classé parmi les organismes de la catégorie B au sens de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public. Il est soumis à toutes les dispositions de la loi précitée, applicables aux organismes de ladite catégorie.

L'Institut est organisé au niveau local en services subrégionaux.

Le Collège de la Commission communautaire française et le Gouvernement wallon, sur proposition de l'Institut, arrêtent, chacun en ce qui les concerne, le nombre de ces services et leur ressort territorial.

L'Institut remplit les missions visées à l'article 20.

Art. 16. Sur proposition de l'Institut, le Collège de la Commission communautaire française et le Gouvernement wallon déterminent conjointement les conditions d'agrément des Centres de formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, ci-après dénommés "Centres".

Les Centres sont constitués en associations sans but lucratif régies par la loi du 27 juin 1921.

Le Collège de la Commission communautaire française et le Gouvernement de la Région wallonne agréent, sur proposition de l'Institut, chacun en ce qui les concerne les Centres.

L'association doit être ouverte exclusivement :

1° à toutes les organisations régionales de Classes moyennes et de travailleurs indépendants, répondant aux conditions fixées par l'article 2, § 1er, des lois relatives à l'organisation des Classes moyennes coordonnées le 28 mai 1979 et ses arrêtés d'exécution;

2° aux groupements interprofessionnels, membres d'une fédération nationale interprofessionnelle répondant aux conditions fixées par l'article 7 des lois relatives à l'organisation des Classes moyennes coordonnées le 28 juin 1979 et ses arrêtés d'exécution.

Les statuts de l'association doivent répondre aux conditions fixées, conjointement, par le Collège de la Commission communautaire française et le Gouvernement de la Région wallonne. Ils veilleront à assurer une représentation équilibrée des fédérations professionnelles et des groupements interprofessionnels. Ils prévoiront, notamment, l'engagement à accomplir exclusivement les missions visées à l'article 22.

Art. 17. Sur proposition de l'Institut, le Collège de la Commission communautaire française et le Gouvernement wallon agréent conjointement des commissions professionnelles. Leurs membres sont d'expression française et sont domiciliés ou exercent leur fonction principale dans la Région de Bruxelles-Capitale ou en Région wallonne.

Le Collège de la Commission communautaire française et le Gouvernement wallon déterminent conjointement les conditions d'agrément et les modalités de fonctionnement de ces commissions.

Les commissions professionnelles remplissent les missions visées à l'article 25.

Art. 18. Sur avis de l'Institut, le Collège de la Commission communautaire française et le Gouvernement wallon agréent chacun en ce qui les concerne des secrétaires d'apprentissage.

Ils déterminent conjointement leur statut, les conditions de leur agrément et du retrait de leur agrément, ainsi que le montant de l'allocation qui leur est octroyée.

Les secrétaires d'apprentissage remplissent les missions visées à l'article 26.

Art. 19. Sur avis de l'Institut, le Collège de la Commission communautaire française et le Gouvernement wallon agréent chacun en ce qui les concerne des commissions d'apprentissage en fixant leur ressort territorial.

Leurs membres sont d'expression française et sont domiciliés ou exercent leur fonction principale dans le ressort territorial fixé au premier alinéa.

Chaque commission est composée de quinze membres : un représentant des associations de parents, deux représentants des organisations de jeunesse, quatre représentants des organisations représentatives des travailleurs, un représentant de l'Institut, un représentant d'un Centre, trois représentants des organisations régionales des Classes moyennes visées à l'article 16, § 3, 1°, trois représentants des groupements interprofessionnels visés à l'article 16, § 3, 2°.

Un représentant du Ministre du Collège de la Commission communautaire française qui a la Formation permanente des Classes moyennes dans ses attributions et un représentant du Ministre de la Région wallonne qui a la Formation permanente des Classes moyennes dans ses attributions assistent, chacun en ce qui les concerne, aux réunions des commissions avec voix consultative. Un représentant du Ministre de la Communauté française qui a l'Education dans ses attributions assiste aux réunions des commissions avec voix consultative. Le Collège de la Commission communautaire française et le Gouvernement wallon déterminent conjointement les conditions d'agrément, et les modalités de fonctionnement de ces commissions.

Les commissions d'apprentissage remplissent les missions visées à l'article 27.

#### Section II. — Attributions

Art. 20. L'Institut a pour mission :

1° de gérer et promouvoir, avec le concours des Centres, l'apprentissage, la formation de chef d'entreprise, la formation prolongée, la reconversion et le perfectionnement pédagogique;

2° d'élaborer, sur proposition des commissions professionnelles, les programmes relatifs à l'apprentissage et à la formation de chef d'entreprise;

3° d'agréer, de coordonner et de subventionner les cours d'apprentissage et de formation de chef d'entreprise et de reconversion organisés par les Centres et d'en assurer la surveillance pédagogique;

4° de coordonner l'organisation de l'évaluation continue et des examens dans le cadre de l'apprentissage et de la formation de chef d'entreprise;

5° d'agréer, de coordonner et de subventionner les activités de formation prolongée organisées par les Centres;

6° d'organiser, avec la collaboration des Centres, le perfectionnement pédagogique;

7° d'agréer les contrats et les engagements d'apprentissage;

8° de contrôler l'activité des secrétaires d'apprentissage;

9° de formuler au Collège de la Commission communautaire française et au Gouvernement de la Région wallonne son avis sur tout avant-projet de décret ou d'arrêté réglementaire concernant la formation permanente;

10° de surveiller le déroulement de l'apprentissage en entreprise.

Art. 21. L'Institut prend, dans le cadre de ses missions, toute initiative de nature à développer ou à améliorer la formation permanente. Il peut, notamment, conclure des accords de coopération avec les autres secteurs de la formation.

Art. 22. Les Centres ont pour mission :

1° de gérer et promouvoir, avec le concours de l'Institut, l'apprentissage, la formation de chef d'entreprise, la formation prolongée, la reconversion et le perfectionnement pédagogique;

2° d'organiser, à titre exclusif, les cours, l'évaluation continue et les examens dans le cadre de l'apprentissage et de la formation de chef d'entreprise;

3° d'organiser avec le concours de l'Institut, le stage lié à la formation de chef d'entreprise;

4° d'assurer la guidance pédagogique des apprentis inscrits aux cours;

5° d'élaborer les programmes et d'organiser les activités de la formation prolongée et de la reconversion;

6° de délivrer les attestations, certificats et diplômes visés aux articles 4, 7 et 12.

Art. 23. Les Centres prennent, dans le cadre de leurs missions, toute initiative de nature à développer ou à améliorer la formation prolongée, la reconversion ou le stage lié à la formation de chef d'entreprise.

Art. 24. Les Centres peuvent confier la réalisation d'activités de formation prolongée aux fédérations professionnelles et interprofessionnelles.

Art. 25. Les commissions professionnelles ont pour mission de formuler des avis ou de faire des propositions à l'Institut sur les problèmes liés à une profession ou à un groupe de professions ou sur les problèmes spécifiques à la formation permanente.

Art. 26. Les secrétaires d'apprentissage ont pour missions :

1° d'œuvrer à la conclusion des contrats d'apprentissage en servant d'intermédiaire entre le chef d'entreprise et l'apprenti ou son représentant légal, en veillant particulièrement aux problèmes d'orientation professionnelle, en assurant la promotion de l'apprentissage dans leur secteur et en recherchant les entreprises aptes à donner une formation adéquate et les activités professionnelles nouvelles susceptibles de faire l'objet d'un apprentissage;

2° d'assurer le contrôle administratif des contrats conclus par leur intermédiaire et des engagements d'apprentissage; d'assurer le contrôle régulier de l'exécution des contrats d'apprentissage en veillant particulièrement au respect des obligations contractuelles de l'employeur;

3° d'assumer la guidance morale et sociale des apprentis;

4° de remplir un rôle de médiateur dans les litiges entre le chef d'entreprise et l'apprenti;

5° d'assister aux travaux de la commission d'apprentissage.

Art. 27. Les commissions d'apprentissage ont pour missions :

1° d'évaluer les problèmes de guidance que connaissent les secrétaires d'apprentissage de leur ressort, et de proposer des solutions;

2° de concilier les litiges entre les parties contractantes qui n'auraient pu être résolus par les secrétaires d'apprentissage;

3° d'émettre des avis et d'introduire des propositions auprès du Conseil d'administration de l'Institut au sujet de l'amélioration de l'apprentissage, de la manière dont les secrétaires d'apprentissage exécutent leur tâche, des retraits de l'agrément des contrats d'apprentissage;

4° de proposer au Collège de la Commission communautaire française et au Gouvernement wallon, chacun en ce qui les concerne le retrait d'agrément d'un secrétaire d'apprentissage après avoir entendu l'intéressé et après avoir établi un rapport détaillé. La décision du retrait d'agrément est motivée.

CHAPITRE III. — *L'Institut de formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises*

Section I. — Le Conseil d'administration

Art. 28. L'Institut est administré par un Conseil d'administration qui est composé comme suit :

1° un président et un vice-président dont l'un est domicilié ou exerce sa fonction principale dans la Région de Bruxelles-Capitale et l'autre en Région wallonne;

2° huit membres représentant des professions qui répondent aux conditions fixées par l'article 6 des lois relatives à l'organisation des Classes moyennes coordonnées le 28 mai 1979, ou en vertu de cette disposition, dont deux sont domiciliés ou exercent leur fonction principale dans la Région de Bruxelles-Capitale et les autres dans la Région wallonne;

3° huit membres représentant les différentes fédérations interprofessionnelles qui répondent aux conditions fixées par l'article 7 des lois relatives à l'organisation des Classes moyennes coordonnées le 28 mai 1979 ou en vertu de cette disposition, dont deux sont domiciliés ou exercent leur fonction principale dans la Région de Bruxelles-Capitale et les autres dans la Région wallonne;

4° quatre membres représentant les Centres ayant voix consultative dont un représentant d'un centre situé dans la Région de Bruxelles-Capitale. Ces membres ne peuvent pas faire partie du personnel de ces centres.

Art. 29. Les membres du Conseil d'administration sont nommés de commun accord par le Collège de la Commission communautaire française et le Gouvernement wallon sur des listes comprenant chacune deux candidats et présentées respectivement par les fédérations professionnelles, les fédérations interprofessionnelles et par les Centres.

Art. 30. Le président du Conseil d'administration et le vice-président sont nommés de commun accord par le Collège de la Commission communautaire française et le Gouvernement wallon sur proposition unanime des membres du Conseil d'administration.

A défaut d'unanimité, le Collège de la Commission communautaire française et le Gouvernement wallon nomment le président et le vice-président d'initiative.

Art. 31. Le président, le vice-président et les membres sont nommés pour une durée de quatre années. Ils doivent être d'expression française.

Tout membre qui perd la qualité en laquelle il a été désigné est réputé démissionnaire.

Tout membre qui cesse de faire partie du Conseil d'administration est remplacé dans les trois mois qui suivent. Dans ce cas, le nouveau membre achève le mandat de son prédécesseur.

Section II. — Attributions du Conseil d'administration

Art. 32. Le Conseil d'administration dispose de tous les pouvoirs nécessaires à l'administration de l'Institut.

Art. 33. Le Collège de la Commission communautaire française et le Gouvernement wallon soumettent à l'avis du Conseil d'administration tout avant-projet de décret ou d'arrêté réglementaire concernant la formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises.

Le Conseil d'administration rend son avis dans un délai de vingt jours calendrier à dater du jour de l'envoi de la demande. A défaut, il est passé outre.

Art. 34. Le Conseil d'administration fixe, sous l'approbation conjointe du Collège de la Commission communautaire française et le Gouvernement wallon, son règlement d'ordre intérieur qui prévoit notamment :

1° les règles concernant la convocation du Conseil d'administration;

2° les règles relatives à la présidence du Conseil d'administration, en cas d'absence ou d'empêchement du président et du vice-président;

3° la détermination des actes de gestion journalière;

4° les conditions dans lesquelles le Conseil d'administration sollicite l'avis et la collaboration des commissions professionnelles;

5° les modalités selon lesquelles l'avis visé à l'article 33 est donné;

6° fixe les règles de l'intervention financière de l'Institut en matière de subventions octroyées aux centres pour l'organisation de leurs formations et notamment en ce qui concerne les indemnités pour les professeurs et les conférenciers.

Art. 35. Lors de sa constitution, le Conseil d'administration désigne, parmi les membres du personnel de l'Institut, la personne chargée du secrétariat du Conseil ainsi que son suppléant. Il peut en tout temps procéder à son remplacement.

Art. 36. Le Collège de la Commission communautaire française et le Gouvernement wallon fixent conjointement le montant des indemnités et des jetons de présence à allouer au président, au vice-président et aux membres du Conseil d'administration. Ces indemnités et jetons de présence sont à charge de l'Institut.

Art. 37. Le Collège de la Commission communautaire française et le Gouvernement wallon désignent chacun un commissaire en vue d'exécuter les compétences définies par la loi du 16 mars 1954 et fixent conjointement le montant d'indemnité et de jetons de présence.

Le Gouvernement de la Communauté française désigne un observateur qui siège avec voix consultative au Conseil d'administration de l'Institut.

*Section III. — La gestion journalière*

Art. 38. Le Collège de la Commission communautaire française et le Gouvernement wallon nomment de commun accord, sur proposition conjointe des Ministres qui ont la formation permanente des Classes moyennes dans leurs attributions, l'administrateur général et l'administrateur général adjoint de l'Institut.

Art. 39. L'administrateur général de l'Institut exécute les décisions du Conseil d'administration : il donne à ce dernier toutes informations et soumet toutes propositions utiles au fonctionnement de l'Institut.

Il assiste aux réunions du Conseil d'administration avec voix consultative.

Il dirige le personnel et assure, sous le contrôle du Conseil d'administration, le fonctionnement de l'Institut.

Il exerce les pouvoirs de gestion journalière définis par le règlement d'ordre intérieur. Le Conseil d'administration peut lui déléguer d'autres pouvoirs déterminés.

Pour faciliter l'expédition des affaires, le Conseil d'administration peut, dans les limites et conditions qu'il détermine, autoriser l'administrateur général à déléguer une partie des pouvoirs qui lui sont conférés, ainsi que la signature de certaines pièces et correspondances.

Art. 40. En cas d'empêchement de l'administrateur général, ses pouvoirs sont exercés par l'administrateur général adjoint. Si celui-ci est également empêché, le membre du personnel de l'Institut titulaire d'un grade immédiatement inférieur ou, à défaut, un membre du personnel titulaire du grade le plus élevé sera désigné par le conseil d'administration pour exercer ses fonctions.

*Section IV. — Le personnel*

Art. 41. Le Collège de la Commission communautaire française et le Gouvernement wallon fixent conjointement le cadre et le statut du personnel de l'Institut après avis du Conseil d'administration. Cet avis n'est pas requis dans le cadre de la procédure prévue à l'alinéa 3 du présent article.

L'Institut peut recourir à du personnel contractuel.

Pendant une période de six mois à dater de l'entrée en vigueur de l'arrêté fixant le cadre organique du personnel, le Collège de la Commission communautaire française et le Gouvernement wallon peuvent, conjointement, en vue d'assurer le bon fonctionnement de l'Institut, pourvoir aux conditions qu'ils déterminent, aux premières nominations aux emplois vacants, en dérogation aux modalités de recrutement applicables aux agents de l'Institut. Les droits de préférence et de priorité prévue par la loi des 3 août 1919, 27 mai 1947 et 26 mars 1968 ne peuvent être invoqués pour les premières nominations aux emplois de l'Institut.

Art. 41bis. Le Collège de la Commission communautaire française et le Gouvernement de la Région wallonne organisent conjointement le régime de pensions des membres du personnel de l'Institut de Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises.

*Section V. — Le financement et le budget de l'Institut*

Art. 42. Pour l'exercice des missions définies ci-dessus, l'Institut bénéficie de subventions fixées conjointement par le Collège de la Commission communautaire française et le Gouvernement wallon dans les limites des crédits inscrits à cette fin à leurs budgets. Il peut recevoir des legs et des donations et percevoir toutes autres recettes. Il peut contracter des emprunts exclusivement pour financer les dépenses en capital.

Art. 42bis. Les dépenses de l'Institut sont imputées selon leur objet comme dépenses liées soit à la Région wallonne, soit à la Commission communautaire française. Les dépenses qui ne peuvent être liées ni à l'une, ni à l'autre sont considérées comme dépenses communes. Les éventuelles dépenses imputables à la Communauté française sont également identifiées.

Art. 42ter. Le budget de l'Institut est scindé en quatre volets

- frais imputables à la Région wallonne,
- frais imputables à la Commission communautaire française,
- frais imputables à la Communauté française,
- frais communs.

Art. 43. Le projet de budget de l'Institut est adressé au Membre du Collège de la Commission communautaire française et au Membre du Gouvernement wallon, dont l'organisme relève. Il est alors communiqué respectivement au Conseil de la Commission communautaire française et au Conseil de la Région wallonne en annexe des projets de budget du Ministre dont relève l'organisme. Lorsque des dépenses sont imputables à la Communauté française, conformément à l'article 42bis, le projet de budget est adressé au Membre du Gouvernement de la Communauté française dont l'organisme relève.

Art. 44. Les subventions inscrites aux budgets de la Commission communautaire française et du Gouvernement wallon sont mises à disposition de l'Institut en quatre tranches trimestrielles d'un montant égal, à payer à l'Institut au plus tard le vingtième jour de chaque trimestre.

Art. 45. Les Centres bénéficient de subventions pour l'exercice des missions définies ci-dessus, dans les limites des crédits inscrits à cette fin au budget de l'Institut.

Lorsqu'ils confient, conformément à l'article 24, la réalisation d'activités de formation prolongée aux fédérations professionnelles et interprofessionnelles, les Centres subventionnent eux-mêmes ces fédérations.

L'octroi et l'emploi de subventions destinées aux Centres sont soumis au contrôle de l'Institut. L'octroi des subventions est subordonné à l'application par les Centres d'un plan comptable dont les modalités sont fixées conjointement par le Collège de la Commission communautaire française et le Gouvernement wallon, sur proposition de l'Institut.

Art. 46. Les secrétaires d'apprentissage bénéficient de subventions pour les missions qu'ils accomplissent, dans les limites des crédits inscrits à cette fin au budget de l'Institut.

Art. 47. Les commissions d'apprentissage bénéficient de subventions pour les missions qu'elles accomplissent, dans les limites des crédits inscrits à cette fin au budget de l'Institut.

Art. 48. L'Institut peut acquérir des parts dans des sociétés d'économie mixte ou dans des sociétés de droit privé oeuvrant dans le secteur de la formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises.

Art. 49. Les matières visées aux articles 15, 16, 19 et 27, 4° nécessitent une décision conjointe par le Collège de la Commission communautaire française et le Gouvernement wallon au cas où il y aurait une implication budgétaire pour les deux parties.

#### CHAPITRE IV. — Dispositions finales

Art. 50. Des contrats de gestion seront respectivement élaborés entre l'Institut, le Collège de la Commission communautaire française et les Centres bruxellois d'une part, et entre la Région wallonne, l'Institut et les Centres wallons d'autre part.

Art. 51. Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée. Il peut être dénoncé par les parties moyennant un préavis de six mois francs.

Bruxelles, le 20 février 1995, fait en cinq exemplaires.

Pour la Communauté française :

La Ministre-Présidente, chargée de la Fonction publique, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,  
Mme L. ONKELINX

Le Ministre de l'Enseignement supérieur,  
de la Recherche scientifique, de l'Aide à la Jeunesse et des Relations internationales,  
M. LEBRUN

Pour la Région wallonne :

Le Ministre-Président, chargé de l'Economie, des P.M.E., des Relations extérieures et du Tourisme,  
R. COLLIGNON

Le Ministre du Développement technologique,  
de la Recherche scientifique, de l'Emploi et de la Formation professionnelle,  
A. LIENARD

Pour la Commission communautaire française :

Le Président du Collège, chargé de l'Aide aux personnes et de la Formation professionnelle,  
Ch. PICQUE

Bruxelles, le 18 décembre 1995.

Le Collège de la Commission communautaire française sanctionne le décret adopté par l'Assemblée de la Commission communautaire française portant assentiment à l'accord de coopération relatif à la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises et à la tutelle de l'Institut de Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, conclu le 20 février 1995 par la Commission communautaire française, la Communauté française et la Région wallonne.

H. HASQUIN,  
Président du Collège

Ch. PICQUE,  
Membre du Collège

D. GOSUIN,  
Membre du Collège

E. ANDRE,  
Membre du Collège

E. TOMAS,  
Membre du Collège

## FRANSE GEMEENSCHAPS-COMMISSIE VAN BRUSSEL-HOOFDSTAD

N. 96 - 893

[C - 31033]

18 DECEMBER 1995. — Decreet houdende goedkeuring van de samenwerkingsovereenkomst betreffende de Permanente Vorming van de Middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen en het toezicht op het Instituut voor Permanente vorming van de Middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen, afgesloten op 20 februari 1995 door de Franse Gemeenschapscommissie, de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest (1)

De Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie heeft aangenomen en Wij, College, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Onderhavig decreet regelt een onderwerp bedoeld in artikelen 115, paragraaf 1, lid 1, 116, paragraaf 1, 121, paragraaf 1, lid 1, 127, 128, 129, 131, 132, 135, 137, 141, en 175 van de Grondwet, krachtens artikelen 136 en 178 van de Grondwet.

Art. 2. De samenwerkingsovereenkomst, toegevoegd aan onderhavig decreet, inzake de Permanente Vorming van de Middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen, afgesloten op 20 februari 1995 door de Franse Gemeenschapscommissie, de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest wordt goedgekeurd.

Art. 3. Onderhavig decreet treedt in werking op 31 december 1995.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.  
Brussel, 18 december 1995.

H. HASQUIN,

Minister, Voorzitter van het College van de Franse Gemeenschapscommissie,  
belast met Begroting, Betrekkingen met de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest,  
alsook met Internationale Betrekkingen

Ch. PICQUE,

Minister, Lid van het College, belast met Bijstand aan Personen

D. GOSUIN,

Minister, Lid van het College, belast met Cultuur, Sport en Toerisme

E. ANDRE,

Minister, Lid van het College, belast met Beroepsopleiding en Permanente Vorming van de Middenstand

E. TOMAS,

Minister, Lid van het College, belast met Gezondheid, Beroepsomscholing en Bijscholing,  
Onderwijs, Sociale Promotie, Leerlingenvervoer en Openbaar Ambt

## BIJLAGE

**Samenwerkingsovereenkomst van 20 februari 1995 betreffende de Permanente Vorming van de Middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen en het toezicht op het Instituut voor Permanente vorming van de Middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen door de Franse Gemeenschapscommissie, de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest**

Gelet op artikelen 59bis en 59 quinquies van de Grondwet:

Gelet op artikel 4, 16° van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980, gewijzigd door de wet van 8 augustus 1988;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschap van 19 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, inzonderheid op artikelen 3 en 10;

Gelet op het decreet II van de Franse Gemeenschapscommissie van 19 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het decreet III van de Franse Gemeenschapscommissie van 22 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het decreet II van het Waalse Gewest van 22 juli 1993 betreffende de overheveling van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

De Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar Regering.

Het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door zijn Regering.

De Franse Gemeenschapscommissie, vertegenwoordigd door haar College.

Zijn het volgende overeengekomen :

HOOFDSTUK I. — *Inhoud van de permanente vorming van de Middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen*

*Afdeling I. — Algemene bepalingen*

Artikel 1 De Permanente Vorming van de Middenstand en de kleine en middelgrote onderneming, hierna genoemd "de permanente vorming", geldt voor de zelfstandige beroepen die vertegenwoordigd kunnen worden binnen de Hoge Raad voor de Middenstand.

(1) Gewone zitting 1995-1996.

Documenten van de Vergadering. — Ontwerpdecreet : 13 (1995-1996) nr. 1. — Verslag : 15 (1995-1996) nrs. 1 en 2.



Ze omvat :

- 1° De leertijd tijdens dewelke een algemene, technische en praktische opleiding wordt gegeven, die op een opleiding tot ondernemingshoofd voorbereidt;
- 2° De opleiding tot ondernemingshoofd die voorbereidt op een leidende functie in een kleine of middelgrote onderneming of op een zelfstandig beroep;
- 3° De voortgezette opleiding die zich richt tot degenen die de opleiding tot ondernemingshoofd met goed gevolg hebben beëindigd, tot degenen die een leidinggevende functie in een kleine en middelgrote onderneming bekleden en tot hun medewerkers alsook tot degenen die een zelfstandig beroep uitoefenen. Ze biedt hen de mogelijkheid om hun beroepswaarde te verhogen en zich aan de technische, economische en sociale evolutie aan te passen;
- 4° De omscholing die degenen die een leidinggevende functie in een kleine of middelgrote onderneming bekleden en degenen die een zelfstandig beroep uitoefenen, de mogelijkheid biedt om, zo nodig, de vereiste bekwaamheid voor een andere zelfstandige bedrijvigheid te verwerven;
- 5° De pedagogische vervolmaking met het oog op de verrijking van de pedagogische kennis van elke persoon belast met de permanente vorming van de Middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen.

#### Afdeling II. — De leertijd

Art. 2. De leertijd omvat een praktijkopleiding in een bedrijf en leergangen voor algemene vorming en beroepsopleiding. Hij is het voorwerp van een leertijd.

Art. 3. De leerovereenkomst is een overeenkomst waarbij een ondernemingshoofd zich ertoe verbindt een leerling een algemene en technische vorming te geven of te doen geven die voorbereidt op de opleiding tot ondernemingshoofd en waarbij de leerling zich ertoe verbindt de theoretische vakken en de bedrevenheid vereist voor de uitoefening van het beroep aan te leren onder de leiding en het toezicht van het ondernemingshoofd, alsmede de voor zijn opleiding vereiste cursussen te volgen. De overeenkomst wordt gesloten door bemiddeling van een leersecretaris.

Art. 4. De leertijd is het voorwerp van een doorlopende evaluatie en van een examen. Geslaagde examinandi krijgen een getuigschrift dat namens de Regering van de Franse Gemeenschap door de in artikel 16 bedoelde centra wordt uitgereikt. De Regering van de Franse Gemeenschap bepaalt de wijze waarop ze de getuigschriften homologeert. De Regering van de Franse Gemeenschap kan, in de door haar bepaalde gevallen, attesten uitreiken die aantonen dat de leerling voor een gedeelte van de examens is geslaagd.

Art. 5. De Waalse Regering en het College van de Franse Gemeenschapscommissie bepalen, gezamenlijk, op advies van het in artikel 15 bedoelde Instituut:

- 1° onder de in artikel 1 bedoelde zelfstandige beroepen die het voorwerp van een opleiding kunnen uitmaken alsook de duur van de leertijd, die niet meer dan vier jaar mag bedragen;
- 2° de voorwaarden voor de toegang tot de leertijd;
- 3° de voorwaarden betreffende de leerovereenkomst, met inbegrip van de duur ervan, evenals van de bijzondere voorwaarden m.b.t. de verbintenis aangegaan door het ondernemingshoofd die het ouderlijk gezag of de voogdij over de leerling uitoefent, waarbij die verbintenis vrijstelt van het sluiten van een leerovereenkomst;
- 4° de beroepsmodaliteiten alsook de voorwaarden voor de erkenning en de overeenkomsten voor de intrekking ervan;
- 5° de voorwaarden waaraan de bedrijven moeten voldoen om de leerlingen een praktische opleiding te mogen geven;
- 6° de voorwaarden voor de organisatie van de cursussen, de doorlopende evaluatie en de examens;
- 7° de minimale voorwaarden waaraan de programma's van de leertijd moeten voldoen.

#### Afdeling III. — De opleiding tot ondernemingshoofd

Art. 6. De opleiding tot ondernemingshoofd omvat een theoretische en een praktische opleiding. De theoretische opleiding omvat cursussen van bedrijfsbeheer en beroepskennis.

Buiten de beroepspraktijk die in een bedrijf via een stageovereenkomst moet worden opgedaan, kunnen de Waalse Regering en het College van de Franse Gemeenschapscommissie, per type van beroep, gezamenlijk andere bijzondere vormen van praktische opleiding invoeren.

Art. 7. De opleiding tot ondernemingshoofd maakt het voorwerp uit van een doorlopende evaluatie en van een examen. De kandidaten die voldaan hebben aan het examen krijgen een diploma, afgeleverd door de Centra, bedoeld in artikel 16, in naam van de Franse Gemeenschapsregering en volgens de modaliteiten die zij bepaalt.

De examinandi die na het eerste opleidingsjaar slagen voor het examen betreffende de beheerskennis, krijgen een getuigschrift dat afgegeven wordt door de Centra, bedoeld in artikel 16, in naam van de Regering van de Franse Gemeenschap en volgens de modaliteiten die zij bepaalt.

De Regering van de Franse Gemeenschap bepaalt de wijze waarop zij de diploma's homologeert.

De Regering van de Franse Gemeenschap kan, in de door haar bepaalde gevallen, attesten uitreiken die aantonen dat de leerling voor een gedeelte van de examens is geslaagd.

Art. 8. Het College van de Franse Gemeenschapscommissie en de Waalse Regering bepalen gezamenlijk, op advies van het in artikel 15 bedoelde Instituut :

- 1° de in artikel 1 bedoelde zelfstandige beroepen die het voorwerp kunnen uitmaken van een opleiding tot ondernemingshoofd, alsook de duur van de opleiding, die niet meer dan drie jaar mag bedragen;
- 2° de voorwaarden voor de toelating van de kandidaten;
- 3° de voorwaarden voor de organisatie van de cursussen, de doorlopende evaluatie en de examens;
- 4° de maatregelen voor de organisatie van een stage in een bedrijf;
- 5° de minimale voorwaarden waaraan de programma's voor de opleiding tot ondernemingshoofd moeten voldoen.

#### Afdeling IV. — De voortgezette vorming

Art. 9. De voortgezette vorming omvat de vervolmaking en de bijscholing.

Art. 10. De vervolmaking heeft tot doel de deelnemers regelmatig in te wijden in de technische, economische, juridische, sociale en menselijke problemen die zich in een bedrijf kunnen voordoen.

De vervolmakingscursus wordt gegeven in de vorm van lezingen, studiedagen, seminars, colloquia of congressen.

Art. 11. De bijscholing heeft tot doel de deelnemers een grondige kennis van nieuwe bedrijfs- en beheerstechnieken bij te brengen.

Ze wordt gegeven in de vorm van leergangen.

Art. 12. Het College van de Franse Gemeenschapscommissie en de Waalse Regering regelen, ieder wat hem (haar) betreft, de organisatie van de voortgezette vorming. Zij kunnen, in de gevallen die zij gezamenlijk bepalen, getuigschriften uitreiken.

#### Afdeling V. — De omscholing

Art. 13. Het College van de Franse Gemeenschapscommissie en de Waalse Regering regelen, ieder wat hem (haar) betreft, de omscholingsactiviteiten en bepalen de voorwaarden voor de toelating van de kandidaten.

#### Afdeling VI. — De pedagogische vervolmaking

Art. 14. Het College van de Franse Gemeenschapscommissie en de Waalse Regering regelen gezamenlijk de organisatie van de pedagogische vervolmaking. Deze cursus wordt gegeven in de vorm van lezingen, vormingscyclussen of andere activiteiten die de pedagogische waarde kunnen verhogen.

### HOOFDSTUK II. — Structuur van de permanente vorming voor de Middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen

#### Afdeling I. — Algemene bepalingen

Art. 15. Het Instituut voor permanente vorming voor de Middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen, hierna "Instituut" genoemd, opgericht bij het decreet van 3 juli 1991 betreffende de permanente vorming van de Middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen, wordt gezamenlijk beheerd door het College van de Franse Gemeenschapscommissie en de Waalse Regering.

Het Instituut is een instelling van openbaar nut met rechtspersoonlijkheid, ingedeeld bij de instellingen van categorie B, bedoeld in de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op bepaalde instellingen van openbaar nut. Het is onderworpen aan alle bepalingen van de voormelde wet die betrekking hebben op de instellingen van die categorie.

Op plaatselijk niveau wordt het Instituut georganiseerd in de vorm van subregionale diensten.

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie en de Waalse Regering bepalen, op voorstel van het Instituut, ieder wat hem (haar) betreft, het aantal en het ambtsgebied.

Het Instituut vervult de in artikel 20 bedoelde opdrachten.

Art. 16. Op de voordracht van het Instituut bepalen het College van de Franse Gemeenschapscommissie en de Waalse Regering gezamenlijk de voorwaarden voor de erkenning van de Centra voor permanente vorming van de Middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen, hierna "Centra" genoemd.

De Centra worden opgericht als verenigingen zonder winstoogmerk die onder toepassing van de wet van 27 juni 1921 vallen.

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie en de Regering van het Waalse Gewest erkennen de Centra, ieder wat hem (haar) betreft, op de voordracht van het Instituut.

De vereniging is uitsluitend toegankelijk voor:

1° de gewestelijke organisaties van Middenstanders en zelfstandigen die voldoen aan de vereisten van artikel 2, §1, van de op 28 mei 1979 gecoördineerde wetten betreffende de organisatie van de Middenstand, en van de uitvoeringsbesluiten ervan;

2° de interprofessionele organisaties, die lid zijn van een nationaal interprofessioneel verbond dat voldoet aan de vereisten bedoeld in artikel 7 van de op 28 mei 1979 gecoördineerde wetten betreffende de organisatie van de Middenstand en van de uitvoeringsbesluiten ervan.

De statuten van de vereniging moeten voldoen aan de voorwaarden die gezamenlijk worden gesteld door het College van de Franse Gemeenschapscommissie en de Regering van het Waalse Gewest. Zij voorzien in een evenwichtige vertegenwoordiging van de bedrijfsorganisaties en interprofessionele organisaties. Zij moeten zich ertoe verbinden uitsluitend de in artikel 22 bedoelde opdrachten te vervullen.

Art. 17. Op voorstel van het Instituut erkennen het College van de Franse Gemeenschapscommissie en de Waalse Regering gezamenlijk bedrijfscommissies. De leden ervan zijn Franstalig en zijn woonachtig of oefenen hun hoofdfunctie uit in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest of in het Waalse Gewest.

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie en de Waalse Regering bepalen gezamenlijk de voorwaarden voor de erkenning en de werkingswijze van de commissies.

De bedrijfscommissies vervullen de in artikel 25 bedoelde opdrachten.

Art. 18. Op advies van het Instituut erkennen het College van de Franse Gemeenschapscommissie en de Waalse Regering, ieder wat hem (haar) betreft, leersecretarissen. Zij bepalen gezamenlijk hun statuut, de voorwaarden voor hun erkenning en voor de intrekking ervan, alsmede het bedrag van de toelage die ze genieten.

De leersecretarissen vervullen de in artikel 26 bedoelde opdrachten.

Art. 19. Op advies van het Instituut erkennen het College van de Franse Gemeenschapscommissie en de Waalse Regering, ieder wat hem (haar) betreft, leercommissies waarvan ze het ambtsgebied vaststellen.

De leden zijn Franstalig en zijn woonachtig of oefenen hun hoofdfunctie uit in het ambtsgebied waarvan sprake in de eerste alinea.

Iedere commissie bestaat uit vijftien leden: een vertegenwoordiger van de ouderverenigingen, twee vertegenwoordigers van de jeugdorganisaties, vier vertegenwoordigers van de representatieve werknemersorganisaties, een vertegenwoordiger van het Instituut, een vertegenwoordiger van een Centrum, drie vertegenwoordigers van de in artikel 16, § 3, 1° bedoelde gewestelijke Middenstandsorganisaties, drie vertegenwoordigers van de in artikel 16, § 3, 2° bedoelde interprofessionele organisaties.

Een vertegenwoordiger van de Minister van het College van de Franse Gemeenschapscommissie die voor de permanente vorming van de Middenstand bevoegd is en een vertegenwoordiger van de Minister van het Waalse Gewest die voor de permanente vorming van de Middenstand bevoegd is, wonen, ieder wat hen betreft, de commissie-

vergaderingen met raadgevende stem bij. Een vertegenwoordiger van de Minister van de Franse Gemeenschap die voor Onderwijs bevoegd is, woont de commissievergaderingen met raadgevende stem bij. Het College van de Franse Gemeenschapscommissie en de Waalse Regering bepalen gezamenlijk de voorwaarden voor de erkenning en de werkwijze van deze commissies.

De leercommissies vervullen de opdrachten bedoeld in artikel 27.

#### Afdeling II. — Bevoegdheden

Art. 20. Het Instituut is bevoegd voor :

- 1° het beheer en de bevordering, met de medewerking van de Centra, van de leertijd, de opleiding tot ondernemingshoofd, de voortgezette opleiding, de omscholing en de pedagogische vervolmaking;
- 2° Het uitwerken, op voorstel van de bedrijfscommissies, van programma's voor de leertijd en de opleiding tot ondernemingshoofd;
- 3° de erkenning, de coördinatie en de subsidiëring van de cursussen m.b.t. de leertijd, de opleiding tot ondernemingshoofd en de omscholing die door de Centra georganiseerd worden, alsmede voor het pedagogische toezicht erop;
- 4° de coördinatie van de doorlopende evaluatie en de examens betreffende de leertijd en de opleiding tot ondernemingshoofd;
- 5° de erkenning, de coördinatie en de subsidiëring van de door de Centra georganiseerde activiteiten i.v.m. de voortgezette opleiding;
- 6° de organisatie, met de medewerking van de Centra, van de pedagogische vervolmaking;
- 7° de erkenning van de leerovereenkomsten en de verbintenissen;
- 8° de controle op de activiteiten van de leersecretarissen;
- 9° het geven van adviezen aan het College van de Franse Gemeenschapscommissie en aan de Regering van het Waalse Gewest over elk voor-ontwerp van decreet of verordeningsbesluit betreffende de permanente vorming;
- 10° het toezicht op het verloop van de leertijd in de bedrijven.

Art. 21. In het kader van zijn opdrachten neemt het Instituut elk initiatief tot bevordering en verbetering van de permanente vorming. Het kan met name samenwerkingsovereenkomsten met andere vormingssectoren sluiten.

Art. 22. De Centra worden belast met :

- 1° het beheer en de bevordering, met de medewerking van het Instituut, van de leertijd, de opleiding tot ondernemingshoofd, de voortgezette opleiding, de omscholing en de pedagogische vervolmaking;
- 2° de organisatie van de cursussen, de doorlopende evaluatie en de examens i.v.m. de leertijd en de opleiding tot ondernemingshoofd, welke zij in alleenrecht heeft;
- 3° de organisatie, met de medewerking van het Instituut, van de stage voor de opleiding tot ondernemingshoofd;
- 4° de pedagogische begeleiding van de voor de leergangen ingeschreven leerlingen;
- 5° het uitwerken van de programma's van de voortgezette opleiding en de omscholing;
- 6° het uitrekenen van de attesten, getuigschriften en diploma's waarvan sprake in artikelen 4, 7 en 12.

Art. 23. In het kader van hun opdrachten nemen de Centra elk initiatief tot bevordering of verbetering van de voortgezette opleiding, de omscholing of de stage voor de opleiding tot ondernemingshoofd.

Art. 24. De Centra kunnen activiteiten inzake voortgezette opleiding toevertrouwen aan professionele en interprofessionele organisaties.

Art. 25. De opdracht van de bedrijfscommissie bestaat erin het Instituut adviezen te geven of voorstellen te doen over de problemen i.v.m. een beroep of een groep van beroepen of over problemen eigen aan de permanente vorming.

Art. 26. De leersecretarissen hebben als opdracht :

- 1° bij het afsluiten van de leerovereenkomsten als tussenpersoon optreden tussen het ondernemingshoofd en de leerling of diens wettelijke vertegenwoordiger, met bijzondere aandacht op de voorlichting bij de beroepskeuze, vervolgens de leertijd in hun sector bevorderen en nagaan welke bedrijven een geschikte opleiding kunnen geven en welke nieuwe bedrijvigheden in aanmerking komen voor de leertijd;
- 2° zorgen voor de administratieve controle op de door hun bemiddeling gesloten leerovereenkomsten en -verbintenissen; de uitvoering van de leerovereenkomsten geregeld controleren door o.a. na te gaan of de werkgever zijn contractuele verplichtingen nakomt;
- 3° de sociale en morele begeleiding van de leerlingen op zich nemen;
- 4° bemiddelend optreden in de geschillen tussen ondernemingshoofd en leerling;
- 5° de werkzaamheden van de leercommissie bijwonen.

Art. 27. De leercommissies hebben als opdracht :

- 1° de problemen beoordelen die de leersecretarissen in hun ambtsgebied bij de begeleiding ondervinden en oplossingen voorstellen;
- 2° verzoenend optreden in de geschillen tussen de contractsluitende partijen, die de leersecretarissen niet konden oplossen;
- 3° de Raad van Bestuur van het Instituut adviezen geven en voorstellen doen over de verbetering van de leertijd, over de wijze waarop de leersecretarissen hun opdracht vervullen en over de intrekking van de erkenning van de leerovereenkomsten;

4° aan het College van de Franse Gemeenschapscommissie en aan de Waalse Regering, ieder wat hem (haar) betreft, de intrekking van de erkenning van een leersecretaris voorstellen, na de betrokkenen te hebben gehoord en een omstandig verslag te hebben opgemaakt. De beslissing tot intrekking moet met redenen omkleed zijn.

HOOFDSTUK III. — Het Instituut voor permanente vorming van de Middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen

#### Afdeling I. — De Raad van Bestuur

Art. 28. Het Instituut wordt bestuurd door een Raad van Bestuur bestaande uit :

- 1° een voorzitter en een ondervoorzitter, van wie de ene zijn woonplaats of zijn hoofdfunctie in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest heeft en de andere in het Waalse Gewest;

2° acht leden ter vertegenwoordiging van beroepen die voldoen aan de eisen gesteld bij artikel 6 van de op 28 mei 1979 gecoördineerde wetten betreffende de organisatie van de Middenstand, of krachtens deze bepaling, onder wie twee hun woonplaats of hun hoofdfunctie in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest hebben en de anderen in het Waalse Gewest;

3° acht leden ter vertegenwoordiging van de verschillende interprofessionele organisaties die voldoen aan de eisen gesteld bij artikel 7 van de op 28 mei 1979 gecoördineerde wetten betreffende de organisatie van de Middenstand, of krachtens die bepaling, onder wie twee hun woonplaats of hun hoofdfunctie in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest hebben en de anderen in het Waalse Gewest;

4° vier leden die de Centra met raadgevende stem vertegenwoordigen, onder wie een vertegenwoordiger van een Centrum gelegen in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. Die leden mogen niet tot het personeel van deze centra behoren.

Art. 29. De leden van de Raad van Bestuur worden benoemd in gemeenschappelijk akkoord door het College van de Franse Gemeenschapscommissie en de Waalse Regering op lijsten van twee kandidaten, respectievelijk voorgedragen door de beroepsorganisaties, de interprofessionele bonden en door de Centra.

Art. 30. Het College van de Franse Gemeenschapscommissie en de Waalse Regering benoemen de voorzitter en de ondervoorzitter van de Raad van Bestuur in onderlinge overeenstemming, op éénparig voorstel van de leden van de Raad van Bestuur.

Bij gebrek aan éénparigheid benoemen het College van de Franse Gemeenschapscommissie en de Waalse Regering de voorzitter en de ondervoorzitter op eigen initiatief.

Art. 31. De voorzitter, de ondervoorzitter en de leden worden benoemd voor vier jaar. Ze moeten Franstalig zijn. Elk lid dat niet langer de hoedanigheid heeft op grond waarvan het aangewezen werd, wordt geacht ontslagnemend te zijn.

Elk lid dat niet langer deel uitmaakt van de Raad van Bestuur, wordt vervangen binnen de drie maanden.

In dat geval beëindigt het nieuwe lid het mandaat van zijn voorganger.

#### Afdeling II. — Bevoegdheden van de Raad van Bestuur

Art. 32. De Raad van Bestuur beschikt over alle bevoegdheden die nodig zijn om het Instituut te besturen.

Art. 33. Het College van de Franse Gemeenschapscommissie en de Waalse Regering leggen de Raad van Bestuur elk voorontwerp van decreet of reglementair besluit ter advies voor met betrekking tot de permanente vorming van de Middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen. De Raad van Bestuur brengt advies uit binnen twintig kalenderdagen te rekenen vanaf de verzending van de aanvraag. Bij gebrek hieraan wordt het advies geacht gegeven te zijn.

Art. 34. De Raad van Bestuur stelt zijn huishoudelijk reglement op, onder gezamenlijke goedkeuring van het College van de Franse Gemeenschapscommissie en de Waalse Regering, hetwelk onder meer het volgende voorziet:

1° de regelen i.v.m. de bijeenroeping van de Raad van Bestuur;

2° de regelen i.v.m. het voorzitterschap van de Raad van Bestuur bij afwezigheid of verhuidering van de voorzitter en de ondervoorzitter;

3° de bepaling van de handelingen van het dagelijks beheer;

4° de voorwaarden waaronder de Raad van Bestuur de bedrijfscommissies om medewerking verzoekt;

5° de wijzen volgens dewelke het advies bedoeld in artikel 33 wordt gegeven;

6° de vaststelling van de regelen voor de tegemoetkoming van het Instituut in de toekenning van toelagen aan de Centra voor de organisatie van hun opleidingen en met name in de vergoedingen van de professoren en de sprekers.

Art. 35. Bij zijn samenstelling wijst de Raad van Bestuur, onder de personeelsleden van het Instituut, de persoon aan die het secretariaat van de Raad zal waarnemen, alsook diens plaatsvervanger. Hij kan ten allen tijde in zijn vervanging voorzien.

Art. 36. Het College van de Franse Gemeenschapscommissie en de Waalse Regering bepalen gezamenlijk het bedrag van de vergoedingen en de presentiegelden die aan de voorzitter, de ondervoorzitter en de leden van de Raad van Bestuur worden toegekend. Deze vergoedingen en presentiegelden vallen ten laste van het Instituut.

Art. 37. Het College van de Franse Gemeenschapscommissie en de Waalse Regering wijzen ieder een commissaris aan om de bij de wet van 16 maart 1954 vastgelegde bevoegdheden uit te oefenen en bepalen gezamenlijk het bedrag van de vergoedingen en de presentiegelden.

De Regering van de Franse Gemeenschap benoemt een waarnemer die met raadgevende stem zitting heeft in de Raad van Bestuur van het Instituut.

#### Afdeling III. — Het dagelijks beheer

Art. 38. Het College van de Franse Gemeenschapscommissie en de Waalse Regering benoemen eenstemmig de administrateur-generaal en de adjunct-administrateur-generaal van het Instituut, op de gezamenlijke voordracht van de Ministers bevoegd voor de permanente vorming van de Middenstand.

Art. 39. De administrateur-generaal van het Instituut voert de beslissingen van de Raad van Bestuur uit: hij geeft de raad alle nodige inlichtingen en doet hem alle nuttige voorstellen voor de werking van het Instituut.

Hij woont de vergaderingen van de Raad van Bestuur met raadgevende stem bij.

Hij leidt het personeel en zorgt voor de goede werking van het Instituut onder toezicht van de Raad van Bestuur.

Hij oefent het bij het huishoudelijk reglement bepaalde bevoegdheden inzake dagelijks beheer uit. De Raad van Bestuur kan hem andere welbepaalde bevoegdheden verlenen.

Om een vlotte afwerking te bevorderen, kan de Raad van Bestuur, binnen de perken en op de voorwaarden die hij bepaalt, de administrateur-generaal machtigen om een gedeelte van de hem verleende bevoegdheid, alsook de ondertekening van bepaalde stukken en brieven, over te dragen.

Art. 40. In geval van verhindering van de administrateur-generaal, worden zijn bevoegdheden waargenomen door de adjunct-administrateur-generaal. Als deze laatste eveneens is verhinderd, wordt het personeelslid van het Instituut met de onmiddellijk lagere graad of, bij diens ontstentenis een personeelslid met de hoogste graad, door de Raad van Bestuur aangewezen om zijn ambt waar te nemen.

*Afdeling IV. — Het personeel*

Art. 41. Het College van de Franse Gemeenschapscommissie en de Waalse Regering bepalen gezamenlijk de personeelsformatie en het statuut van het personeel van het Instituut na het advies van de Raad van Bestuur. Dit advies wordt niet vereist in het kader van de in alinea 3 van dit artikel voorziene procedure.

Het Instituut kan contractueel personeel in dienst nemen.

Tijdens een periode van zes maanden vanaf de inwerkingtreding van het besluit tot vaststelling van de organieke personeelsformatie kunnen het College van de Franse Gemeenschapscommissie en de Waalse Regering, onder de door hen bepaalde voorwaarden, gezamenlijk overgaan, met het oog op de goede werking van het Instituut, tot de eerste benoemingen voor de openstaande betrekkingen, in afwijking van de wervingswijze van toepassing op de personeelsleden van het Instituut. De voorrang bedoeld bij de wetten van 3 augustus 1919, 27 mei 1947 en 26 maart 1968 mag niet ingeroepen worden voor de eerste benoemingen tot de betrekkingen van het Instituut.

Art. 41bis. Het College van de Franse Gemeenschapscommissie en de Waalse Regering organiseren gezamenlijk de pensioenregeling van de personeelsleden van het Instituut voor Permanente Vorming van de Middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen.

*Afdeling V. — De financiering en de begroting van het Instituut*

Art. 42. Voor de uitoefening van de bovenvermelde opdrachten geniet het Instituut toelagen die gezamenlijk door het College van de Franse Gemeenschapscommissie en de Waalse Regering bepaald worden binnen de perken van de daartoe op de begroting uitgetrokken kredieten. Het kan giften en schenkingen aanvaarden en andere ontvangsten innen. Het kan leningen aangaan, uitsluitend om kapitaaluitgaven te financieren.

Art. 42bis. De uitgaven van het Instituut worden volgens hun onderwerp geboekt als uitgaven hetzij van het Waalse Gewest, hetzij van de Franse Gemeenschapscommissie. De uitgaven die aan geen van beide kunnen worden toegeschreven, worden beschouwd als gemeenschappelijke uitgaven. De mogelijke uitgaven die aan de Franse Gemeenschap toegeschreven kunnen worden, worden eveneens geïdentificeerd.

Art. 42ter. De begroting van het Instituut wordt in vier delen opgesplitst:

- kosten toe te schrijven aan het Waalse Gewest,
- kosten toe te schrijven aan de Franse Gemeenschapscommissie,
- kosten toe te schrijven aan de Franse Gemeenschap,
- gemeenschappelijke kosten.

Art. 43. De ontwerpbegroting van het Instituut wordt gezonden aan het Lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie en aan het Lid van de Waalse Regering onder wie de instelling ressorteert. Zij wordt vervolgens aan de Raad van de Franse Gemeenschapscommissie en aan de Waalse Gewestraad doorgezonden als bijlage bij de ontwerpbegrotingen van de Minister onder wie de instelling ressorteert. Als de uitgaven overeenkomstig artikel 42bis, aan de Franse Gemeenschap toe te schrijven zijn, wordt de ontwerpbegroting gericht aan het Lid van de Franse Gemeenschapsregering onder wie de instelling ressorteert.

Art. 44. De op de begroting van de Franse Gemeenschapscommissie en de Waalse Regering uitgetrokken toelagen worden ter beschikking gesteld van het Instituut in vier gelijke driemaandelijke schijven, die het Instituut uiterlijk de twintigste dag van elk kwartaal moeten worden uitbetaald.

Art. 45. De Centra genieten toelagen voor de uitoefening van de bovenvermelde opdrachten, binnen de perken van de daartoe op de begroting van het Instituut uitgetrokken kredieten.

Wanneer zij, overeenkomstig artikel 24, activiteiten inzake voortgezette vorming aan professionele en interprofessionele organisaties toevertrouwen, subsidiëren de Centra deze organisaties zelf.

De toekenning en de aanwending van de toelagen voor de Centra worden door het Instituut gecontroleerd. De toekenning van de toelagen is afhankelijk van de toepassing door de Centra van een boekhoudplan, waarvan de modaliteiten op voorstel van het Instituut gezamenlijk bepaald worden door het College van de Franse Gemeenschapscommissie en de Waalse Regering.

Art. 46. De leersecretarissen genieten toelagen voor de opdrachten die zij vervullen, binnen de perken van de daartoe op de begroting van het Instituut uitgetrokken kredieten.

Art. 47. De leercommissies genieten toelagen voor de opdrachten die zij vervullen, binnen de perken van de daartoe op de begroting van het Instituut uitgetrokken kredieten.

Art. 48. Het Instituut kan aandelen verwerven in gemengde privé-maatschappijen die werkzaam zijn in de sector van de Permanente Vorming van de Middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen.

Art. 49. De in de artikelen 15, 16, 19 en 27, 4° bedoelde materies vereisen een gezamenlijke beslissing van het College van de Franse Gemeenschapscommissie en de Waalse Regering in geval dat beide partijen budgettair zouden moeten tussenkomen.

## HOOFDSTUK IV. — Slotbepalingen

Art. 50. Er zullen beheersovereenkomsten gesloten worden tussen het Instituut, het College van de Franse Gemeenschapscommissie en de Brusselse Centra enerzijds en het Waalse Gewest, het Instituut en de Waalse Centra anderzijds.

Art. 51. Deze overeenkomst wordt gesloten voor een onbepaalde duur. Het kan worden opgezegd door de partijen mits een opzegtermijn van zes volle maanden.

Opgemaakt te Brussel, op 20 februari 1995, in vijf exemplaren.

Voor de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter, belast met Ambtenarenzaken, Kinderwelzijn en Gezondheids promotie,  
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek,  
Hulpverlening aan de Jeugd en Internationale Betrekkingen,  
M. LEBRUN

Voor het Waalse Gewest :

De Minister-President, belast met Economie, KMO's, Externe Betrekkingen en Toerisme,  
R. COLLIGNON

De Minister van Technologische Ontwikkeling, Wetenschappelijk Onderzoek, Tewerkstelling en Beroepsopleiding,  
A. LIENARD

Voor de Franse Gemeenschapscommissie :

De Voorzitter van het College, belast met Bijstand aan Personen, en Beroepsopleiding,  
Ch. PICQUE

Brussel, 18 december 1995.

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie keurt het decreet goed dat aangenomen werd door de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie tot goedkeuring van het samenwerkingsakkoord inzake de Permanente vorming van de Middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen en de voogdij van het Instituut voor Permanente vorming van de Middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen, afgesloten op 20 februari 1995 door de Franse Gemeenschapscommissie, de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest.

H. HASQUIN,  
Voorzitter van het College

Ch. PICQUE,  
Lid van het College

D. GOSUIN,  
Lid van het College

E. ANDRE,  
Lid van het College

E. TOMAS,  
Lid van het College

## ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES

## MINISTERIE VAN FINANCIEN

Algemeen Secretariaat  
Eervol ontslag

[3177]

Bij koninklijk besluit van 25 september 1995, wordt, met ingang van 1 februari 1996, eervol ontslag uit zijn ambt verleend aan de heer Pouliart, J.B.J., vertaler-directeur, die aanspraak heeft op rustpensioen en gemachtigd wordt de titel van zijn ambt eershelve te voeren.

## Administratie der directe belastingen

## Eervolle ontslagverleningen

[3155]

Bij koninklijk besluit van 25 september 1995, wordt, met ingang van 1 februari 1996, eervol ontslag uit zijn ambt verleend aan de heer Moens, G.V., inspecteur bij een fiscaal bestuur te Wijnegem, die aanspraak heeft op rustpensioen en gemachtigd wordt de titel van zijn ambt eershelve te voeren.

## MINISTERE DES FINANCES

Secrétariat général  
Démission honorable

[3177]

Par arrêté royal du 25 septembre 1995, démission honorable de ses fonctions est accordée, à partir du 1<sup>er</sup> février 1996, à M. Pouliart, J.B.J., traducteur-directeur, qui est admis à faire valoir ses droits à la pension de retraite et autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions.

## Administration des contributions directes

## Démissions honorables

[3155]

Par arrêté royal du 25 septembre 1995, démission honorable de ses fonctions est accordée, à partir du 1<sup>er</sup> février 1996, à M. Moens, G.V., inspecteur d'administration fiscale à Wijnegem, qui est admis à faire valoir ses droits à la pension de retraite et autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions.